

**REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI**

**MINISTERE DU PLAN ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**DIRECTION DE LA PLANIFICATION NATIONALE
ET DE LA COORDINATION AVEC LA PLANIFICATION REGIONALE**

**INTERVENTION DU SENEGAL
A L'OCCASION DE LA
QUATORZIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
DES NATIONS UNIES (CDD14)**

NEW YORK- MAI 2006

Monsieur le Président,
Mesdames, messieurs les ministres,
Chers participants,

Permettez-moi, dans le cadre de la quatorzième session de notre commission de vous entretenir de l'expérience sénégalaise sur les trois thèmes que nous avons retenus.

Les problèmes et contraintes liés à la gestion de l'environnement au Sénégal découlent de pratiques non durables (industries vétustes, moyenne d'âge des véhicules de l'ordre de 15 ans, procédés agricoles non durables et dégradation des forêts et difficultés d'enlèvement des déchets) qui accentuent la pauvreté et la vulnérabilité des populations. Afin de trouver une solution globale à ces maux, le Sénégal a pris diverses initiatives dont l'élaboration d'une stratégie de développement durable et une lettre de politique sectorielle de l'environnement (LPSE) en vue du renversement des tendances dans la perspective de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement. Un plan d'actions pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement est disponible depuis 2005. A cote un cadre législatif et réglementaire pour le respect de l'environnement a été adopté. Il reste a mobiliser des moyens financier pour opérationnaliser les différents plans d'action

Mesdames, messieurs,

Dans le domaine de l'énergie, l'accès aux services énergétiques demeure encore un problème malgré la progression du taux d'électrification notamment celui d'électrification rurale qui est passé de 6 % en 2000 à 12,5% en 2004, alors que pour le milieu urbain, ce taux n'est que de 55 %.

Nous connaissons une forte dépendance énergétique constitue un goulot d'étranglement pour l'économie du pays. La facture pétrolière du Sénégal qui est passée de 185 milliards FCFA en 2000 à 280 milliards FCFA en 2004 entraîne une forte sortie de devises influant négativement sur la balance commerciale du pays. Face à la montée du cours du baril une subvention équivalente à une centrale électrique a été versée pour contenir les prix de l'électricité.

S'agissant de la biomasse, la consommation est de (40%), ce qui représente une forte agression forestière. Le Sénégal supporte donc toute initiative visant à diversifier des sources d'énergie, notamment des énergies renouvelables. Il propose le renforcement des ressources financières pour ces énergies. C'est dans ce sens que le Sénégal a mis une nouvelle politique énergétique qui vise à :

(i) développer le cadre institutionnel et les capacités de production énergétique, (ii) promouvoir la force motrice dans les activités productives; (iii) impliquer les opérateurs privés, les associations villageoises et les collectivités locales dans le développement des infrastructures et services énergétiques (iv) assurer le financement des activités de développement du secteur énergétique; (v) diversifier les sources d'énergie et les technologies; (iv) promouvoir la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables (vi) mettre en oeuvre un programme d'investissement pour l'accès aux services énergétiques visant le développement économique et humain (vii) améliorer et sécuriser l'accès des populations aux combustibles domestiques dans la perspective d'une transition de la biomasse ; (viii) renforcer l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et péri-urbaines afin de faciliter la fonctionnalité des infrastructures de base (écoles, structures de santé, infrastructures de conservation etc.) ; (ix) améliorer l'accès aux hydrocarbures.

En conclusion monsieur le Président, le Sénégal propose une forte mobilisation de ressources en faveur de la restructuration des industries polluantes, de l'économie d'énergie et de la diversification énergétique fondée sur des énergies renouvelables. Il souhaite également partager son expérience dans ce domaine avec tous les pays intéressés.

Je vous remercie pour votre aimable attention.